Le meurtre systématique de journalistes est un crime de guerre

L'épidémiologiste et humanitaire Abbas Mansouran, qui a voyagé dans le nord et l'est de la Syrie (Rojava) et a été témoin des conséquences des attaques chimiques, examine l'assassinat des journalistes Cîhan Bilgîn et Nazim Daştan comme faisant partie d'un schéma plus large de ciblage systématique des diseurs de vérité dans les zones de conflit. Sa chronique explore les implications de ces meurtres, en révélant les crimes de guerre présumés du gouvernement turc et la nécessité urgente d'une responsabilité internationale.



Dr Abbas Mansouran

L'assassinat de Cîhan Bilgîn et Nazim Daştan, deux journalistes courageux et consciencieux au Rojava [nord et est de la Syrie sous contrôle kurde], par une frappe directe de drone turc, s'inscrit dans le cadre de la politique continue de génocide et de crimes de guerre du gouvernement turc.

Dans la soirée du 19 décembre 2024, alors qu'ils travaillaient dans la région autonome de Rojava, Bilgîn et Daştan ont été tragiquement tués, alors qu'ils voyageaient entre le barrage de Tishrin et la ville de Sirin [Sarrin] dans le nord et l'est de la Syrie.

Trois heures seulement avant leur martyre, Bilgîn et Daştan, qui se consacraient à la recherche de la vérité, ont enregistré <u>un reportage</u> <u>vidéo</u> documentant les crimes de guerre. Ils ont travaillé sans relâche, au péril de leur vie, pour révéler les souffrances de la population sous les bombardements et les attaques incessantes du gouvernement turc et de ses

forces mandatées. Ces courageux journalistes ont agi en tant que révélateurs de la vérité, documentant la douleur et le déplacement des civils causés par l'invasion et l'occupation turques d'Afrin (Efrîn), Shahba (Şehba) et d'autres régions.

Leurs reportages courageux ont fourni des preuves irréfutables de crimes de guerre, notamment ceux commis par les forces supplétives du gouvernement turc, entièrement armées et entraînées. Ils ont courageusement dénoncé les mensonges et les fausses déclarations du gouvernement, qui a cherché à nier son implication dans ces atrocités tout en s'alignant sur des groupes criminels tels que l'El, Al-Qaïda et Hay'at Tahrir al-Sham (HTS).

L'assassinat de Bilgîn et Daştan nous rappelle avec effroi les dangers auxquels sont confrontés les journalistes qui osent révéler la vérité. Leur mort est une perte tragique pour la population du Rojava et un coup porté à la lutte pour la justice et la reddition de comptes.

Ils se sont empressés de documenter la douleur et la souffrance des travailleurs et la souffrance dans la région autonome, sous la pluie de mortiers et de bombardements du gouvernement turc et de ses forces supplétives, dans un effort inlassable, conscients du danger de mort. Pour ce crime, les ennemis du peuple ont ordonné leur assassinat. Les rapports courageux de Bilgîn et Daştan fournissent des preuves solides et véridiques mais horribles des crimes de guerre et du génocide et des conséquences et effets dévastateurs de l'invasion et de l'occupation du gouvernement turc.

Cîhan et Nazim ont exposé de manière responsable et courageuse les visages, les dirigeants et les fausses déclarations du gouvernement turc selon lesquelles il n'était pas impliqué dans les crimes mais était allié à des groupes criminels tels que l'EI, Al-Qaïda et Tahrir al-Sham.

Cîhan et Nazim, au cœur des ténèbres de la guerre et de l'occupation criminelle, ont éclairé et illuminent encore les idéaux de la résistance et du peuple qui veut prendre en main son destin par l'auto-administration. Ces flambeaux du Newruz ne s'éteindront jamais, car ils ont dans leurs mains et dans leurs poitrines un dynamisme révolutionnaire et historique né de leurs idéaux historiques et révolutionnaires. Leurs noms, leurs souvenirs et leurs

chemins sont dans le cœur des quatre parties du Kurdistan et des aspirants à la liberté et des libres penseurs du monde.

Un grand rassemblement organisé par l'Association des journalistes du Tigre-Euphrate (DFG) et l'Association des femmes journalistes de Mésopotamie (MKG) à Van (Wan), en Turquie, le 21 décembre, a condamné la récente attaque de drone qui a tué les journalistes Nazim Daştan et Cîhan Bilgîn. Cette manifestation pacifique a été violemment réprimée par les autorités turques. Les forces répressives ont attaqué le rassemblement, ce qui a entraîné l'arrestation d'au moins 10 journalistes et 57 autres citoyens. Malgré cette répression, les manifestants, portant des pancartes avec le slogan « Notre stylo et notre appareil photo ne resteront jamais par terre » et des images des journalistes assassinés, ont continué à dénoncer les crimes du régime turc et de ses alliés.

L'assassinat de Daştan et Bilgîn n'est pas un incident isolé. Au cours des cinq dernières années, l'armée turque a mené des attaques dans la région du Kurdistan irakien (KRI) et dans le nord et l'est de la Syrie, entraînant la mort d'au moins 13 journalistes et en blessant sept autres. Ces attaques illustrent une tendance à la violence contre les journalistes qui cherchent à révéler la vérité sur les actions du gouvernement turc dans la <u>région</u>.

- 1er octobre 2019 : Le gouvernement turc a tué le journaliste Vedat Erdemci avec des bombes chimiques interdites lors d'une attaque de drone dans les zones occupées de Ras al-Ayn (Serêkaniyê) et Tal Abyad (Girêspî), KRI.
- 13 octobre 2019 : Les journalistes de l'agence de presse Havar Saeed Ahmed et Mohammad Hasan Resho ont été tués dans un bombardement direct à Ras al-Ayn. Le même jour, le journaliste Diluvan Gur a été tué dans une attaque de drone sur le véhicule d'un journaliste à Tal Abyad.
- Octobre 2019 : Zeiss Sinke, membre du média Frî Bor Marincir, a été tué dans un attentat à la bombe à Tel Tamar (Til Temir), dans le nord et l'est de la Syrie.
- 4 octobre 2022 : <u>Nagihan Akarsel</u>, membre de l'Académie de Jineology et rédacteur en chef du magazine Jineology, a été assassiné à Sulaymaniyah (Silêmanî), KRI.
- 19 novembre 2022 : Isa Abdullah, journaliste de l'agence de presse Havar, a été tué dans une frappe aérienne de drone à Derik (Dêrik), au Kurdistan iraquien.

- 23 août 2023 : Un véhicule de la chaîne Gene TV a été bombardé sur la route reliant Qamishli (Qamishlo) à Amuda (Amûdê), dans le nord et l'est de la Syrie. Nejmedin Faisal Al-Haj Sinan, employé de Gene TV, a été tué et Dalilah Agaid a été grièvement blessée.
- 8 juillet 2024 : Un véhicule appartenant à des journalistes de Chira TV et Chira FM a été pris pour cible à Sinjar (Şengal) par une frappe aérienne turque, blessant Murad Mirza, qui est décédé quelques jours plus tard.
- 23 décembre 2023 : Le cinéaste kurde <u>Mansour Karimian</u> (39 ans), originaire du Kurdistan iranien (Rojhilat), a été tué à Derik par une frappe de drone turque.
- 23 août 2024 : Un drone turc a bombardé un véhicule appartenant à Chatr Productions à Sulaymaniyah, tuant <u>Gulîstan Tara et Hero Bahadin</u>, et blessant six autres journalistes.

À ce jour, des dizaines de journalistes, journalistes indépendants et reporters de terrain en Turquie ont été arrêtés et condamnés à de longues peines de prison sous la torture pour avoir dit la vérité. Le 21 décembre 2024, Özlem Gürses, une journaliste turque bien connue, a été arrêtée à Istanbul pour avoir dit la vérité.

Elle a déclaré que l'armée turque avait « commis des actes de torture et des meurtres avec des groupes terroristes et avait agi comme une force d'occupation ». Le parquet a porté plainte contre Görses et l'a arrêtée pour « insulte aux institutions et organes de l'État » et « diffusion publique d'informations trompeuses ». Dans une vidéo, Özlem Görses a déclaré, en faisant référence aux opérations des forces armées turques dans le nord et l'est de la Syrie : « Comme vous pouvez le voir, la structure de l'EI, à savoir les forces armées turques (TSK-SMO) [TAF et Armée nationale syrienne, SNA], a obtenu de petits succès dans les zones kurdes ! » Lors de son arrestation, elle a affirmé avec force que sa comparaison des forces armées turques avec l'organisation terroriste ISIS n'était pas intentionnelle.

Nevşin Mengü, journaliste turque engagée et courageuse, a réagi au meurtre de Jina (Mahsa) Amini, une jeune femme kurde, par le gouvernement iranien. Elle fait partie des journalistes qui ont été arrêtés et harcelés à de nombreuses reprises pour avoir dit la vérité et défendu les principes humains. Mengü a été victime de harcèlement judiciaire et d'une campagne de diffamation coordonnée en ligne après avoir publié une interview de Salih Müslim, un

responsable d'un groupe kurde syrien que la Turquie a qualifié d'organisation terroriste.

La communauté internationale doit exiger que justice soit rendue aux <u>victimes</u> comme Pakhshan Azizi, Varisheh Moradi, Zeinab Jalalian et Sepideh Qulyan, injustement emprisonnées et torturées en Iran. Leur quête de vérité et de liberté doit être honorée.

La <u>Fédération</u> internationale des journalistes (FIJ), qui regroupe 190 organisations représentant plus de 600 000 journalistes dans 146 pays, a réagi de manière responsable au meurtre de Nazim Daştan et Cîhan Bilgîn par le gouvernement turc en condamnant ce crime de guerre. « Ces deux éminents journalistes travaillaient sur la situation dans le nord de la Syrie. Ils ont été délibérément pris pour cible par un drone alors qu'ils effectuaient leur travail, ce qui est un incident bizarre. Nous condamnons cette attaque contre nos collègues et exigeons que les auteurs de ce meurtre soient tenus responsables », a déclaré le secrétaire général de la FIJ, Anthony Belanger. Les assassinats ciblés de journalistes, de cinéastes et de professionnels des médias dans les régions touchées par les opérations militaires turques témoignent d'une volonté délibérée et systématique de réprimer la dissidence et de faire taire la vérité. Ces attaques, souvent menées à l'aide de drones, de bombes et, dans certains cas, d'armes chimiques, démontrent la nature meurtrière de ces opérations. De nombreuses victimes sont liées à des médias kurdes, ce qui suggère que les actions du gouvernement turc ne visent pas seulement à restreindre la liberté de la presse, mais visent spécifiquement les voix kurdes et leurs efforts pour documenter les atrocités. La précision de ces assassinats et l'utilisation de ressources militaires indiquent une approche calculée pour éliminer ceux qui révèlent la vérité sur les crimes de guerre et les violations des droits de l'homme.

Ces actes, qui incluent la destruction de preuves et la réduction au silence des personnes en quête de vérité, sont des exemples évidents de crimes de guerre et potentiellement de génocide. En ciblant les journalistes et autres professionnels des médias, le gouvernement turc cherche à dissimuler ses crimes, à semer la peur et à réprimer le droit du public à l'information. L'impunité persistante dont bénéficient ces attaques témoigne d'un mépris inquiétant pour le droit international et les droits de l'homme. La communauté internationale doit adopter une position ferme, condamner ces crimes et

exiger que les responsables rendent des comptes. La quête de la vérité, de la liberté et de la justice doit être défendue, en honorant ceux qui continuent de résister à l'oppression et de lutter pour un avenir meilleur.

Le Dr Abbas Mansouran est un épidémiologiste d'origine iranienne basé en Suède. Il est spécialisé dans les brûlures, ayant beaucoup travaillé dans ce domaine pendant la guerre en Irak dans les années 1980. Mansouran a également mené des recherches indépendantes dans le nord et l'est de la Syrie, enquêtant sur les installations médicales et en prodiguant des soins aux blessés, dans un contexte d'allégations d'utilisation d'armes chimiques par la Turquie.